**Modèle d’arrêté**

***Radiation des cadres suite à rupture conventionnelle***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…* **- …** *(n° d’ordre)*

**portant radiation des cadres**

**de** *Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et NOM de l’agent)* **suite à la conclusion d’une rupture conventionnelle**

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article[[1]](#footnote-1) …,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu l’article 72 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°2019-1593 du 31 décembre 2019 relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique,

Vu le décret n°2019-1596 du 31 décembre 2019 relatif à l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique et portant diverses dispositions relatives aux dispositifs indemnitaires d'accompagnement des agents dans leurs transitions professionnelles,

Vu l’entretien de rupture conventionnelle en date du …. (*si plusieurs entretiens, indiquer toutes les dates*).

Vu la convention de rupture conventionnelle conclue entre *le/la Maire-Président-Présidente* de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*) et *Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)*, fixant une date de cessation définitive des fonctions au ….

Considérant que les parties n’ont pas exercé leur droit de rétractation.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent),* … *(dénomination du* *grade*) est, radié(*e*) des cadres à compter du ….

**Article 2 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* s’engage à dans les six années suivant la rupture conventionnelle, s’*il/elle* est recruté(*e*) en tant qu'agent public pour occuper un emploi au sein de la même collectivité territoriale ou d'un établissement public en relevant ou auquel appartient la collectivité territoriale, à rembourser à la collectivité ou l'établissement public, au plus tard dans les deux ans qui suivent son recrutement, les sommes perçues au titre de l'indemnité spécifique de la rupture conventionnelle

**Article 3 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* s’engage également à respecter des obligations déontologiques, notamment son obligation de déclarer à … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*) ses futures activités privées dans les 3 années qui suivent la conclusion de la rupture conventionnelle.

**Article 4 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 5 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

*Cet arrêté n’est pas transmis au Représentant de l’Etat*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)